



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement de Provence Alpes Côte
d'Azur**

Unité départementale des Alpes Maritimes

Nice, le 04/03/2022

Tour Hermès
64/66 route de Grenoble
06200 Nice

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BETON VICAT

ZAC DES CLAUSONNES
lieu dit chemin des Clausonnes
06560 VALBONNE

Références : 2022_96

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2022 dans l'établissement **BETON VICAT** implanté ZAC DES CLAUSONNES lieu dit chemin des Clausonnes 06560 VALBONNE . L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **BETON VICAT**
- **ZAC DES CLAUSONNES** lieu dit chemin des Clausonnes 06560 VALBONNE
- Code AIOT dans GUN : 0006412461
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La nature de l'activité de l'installation exploitée par la société Béton Vicat est la production de béton prêt à l'emploi.

La visite d'inspection du 23/02/2022 vise la mise en demeure préfectorale du 09/01/2021 concernant les émissions sonores et la clôture du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de la mise en demeure du 09/01/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « **susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « **sans suite administrative** ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accès à l'installation	AP de Mise en Demeure du 09/01/2021, article 1	/	Sans objet
Emissions sonores	AP de Mise en Demeure du 09/01/2021, article 1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 08/08/2011, article 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats relevés, l'inspection retiendra que l'exploitant a mis en oeuvre les actions permettant un retour à la conformité au regard de l'émergence des émissions sonores émanant de son installation et de l'accès à l'installation (mise en place d'une clôture).

La mise en demeure préfectorale n° 539 du 09/01/2021 peut être levée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Accès à l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/01/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Accès à l'installation
Constats : L'article 1 de la mise en demeure du 09/01/2021 visait le respect par l'exploitant des dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 08/08/2011 notamment en justifiant de la pose intégrale de la clôture du site présentée dans son dossier d'enregistrement. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le site est intégralement clôturé. Le site récole désormais à la description faite dans le dossier de demande d'enregistrement initial. L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/01/2021 relatif à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 08/08/2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2518 est respecté. L'écart est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions sonores

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/01/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
<p>Constats : La mise en demeure du 09/01/2021 visait le respect par l'exploitant des valeurs limites d'émergence des émissions sonores dans les zones à émergence réglementée (ZER) émanant de son installation.</p> <p>Les rapports des mesures des émissions sonores (rapport AD ingénierie DS 1081 V2 du 02/10/2021 et V3 du 07/02/2022) de l'installation montrent que désormais les valeurs limites de l'émergence sonore en ZER sont respectées en période diurne comme en période nocturne.</p> <p>L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/01/2021 relatif à l'article 52 de l'arrêté ministériel du 08/08/2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2518 est respecté.</p> <p>L'écart est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<p>Constats : L'exploitant a mis en place sur le bungalow le proche de l'entrée du site, un plan du site destiné à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Celui-ci comprend les locaux administratifs, les installations de production de béton, les zones de circulation, les moyens de défense incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet